

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – Réponse au collectif des Cantinières
Bruxelles, le 7 octobre 2025

Nous prenons connaissance d'un communiqué du collectif des Cantinières faisant état de la « fermeture » de la Casa Tamam par BelRefugees et évoque des expulsions, un manque de transparence et l'absence de solutions pour les personnes hébergées.

Nous souhaitons rétablir plusieurs éléments essentiels, par respect pour la vérité, pour les équipes et bénévoles engagés depuis des années, et puis surtout, surtout pour les personnes concernées et les faux espoirs que cette communication pourrait laisser entendre.

Un lieu temporaire, ouvert dans un contexte d'urgence

La Casa Tamam a été ouverte dans un contexte d'extrême urgence humanitaire par des associations l'ayant peu à peu abandonnée face à la charge importante de travail que représentait la gestion d'un site d'une telle dimension. BelRefugees est intervenu alors que les autorités parlaient de fermer et d'évacuer le site qui avait été abandonné et était considéré comme un squat dangereux.

L'objectif de BelRefugees était donc d'éviter cela et de proposer d'accompagner l'organisation du centre. Notre objectif premier était donc d'éviter l'expulsion et de maintenir un hébergement temporaire et un accompagnement digne et encadré aux personnes qui occupaient le site.

Comme beaucoup d'autres lieux que nous gérons, la Casa Tamam dépend de financements publics limités dans le temps et de conventions d'occupation temporaire. Depuis plusieurs mois, nous travaillons avec les autorités régionales et communales pour anticiper la fin du bail prévue le 31/10 et la fermeture inévitable du site actuel.

Une fermeture préparée, progressive et encadrée

Il ne s'agit pas d'une « expulsion forcée », mais d'une fermeture progressive et encadrée du bâtiment.

Chaque résident fait l'objet d'un accompagnement individualisé, assuré par nos équipes sociales, afin d'identifier des alternatives : hébergement dans d'autres structures, orientation vers les services compétents ou, pour certains, un départ volontaire.

Cette démarche se fait sans recours à la force, ni à la police, ni à des décisions judiciaires, mais dans le respect des personnes, avec écoute et dialogue.

Nous restons à la recherche de solutions

Depuis des mois, nous alertons les autorités publiques sur la nécessité de proposer des relais d'hébergement. Nous avons fait venir la presse (<https://bx1.be/categories/news/440-refugies-cncernes-par-la-fermeture-prochaine-de-deux-centres-dac...>) pour dénoncer l'absence de solutions de relogement et continuons à interpeller les responsables politiques pour éviter que quiconque ne se retrouve à la rue.

Notre rôle, notre mission, notre raison d'être, c'est de sortir les gens de la rue, pas de les y envoyer.

Et tant que des alternatives n'auront pas été trouvées, nous continuerons à nous battre, publiquement et auprès des décideurs, pour qu'aucune personne hébergée à la Casa Tamam ne soit abandonnée à elle-même.

Nous ne squattons jamais les bâtiments !

Nous n'occupons jamais un bâtiment sans autorisation. Chaque lieu que nous gérons fait l'objet d'une convention signée avec les propriétaires ou les pouvoirs publics, fixant une date de début et une date de fin d'occupation.

Respecter ces engagements n'est pas une formalité administrative : c'est une question de crédibilité et de confiance, sans lesquelles nous ne pourrions plus obtenir d'autres espaces pour accueillir.

C'est précisément parce que nous agissons de manière responsable que des partenaires publics et privés continuent à nous confier des lieux.

Nous avons épuisé toutes les voies de négociation avec les propriétaires et les autorités. Si une prolongation avait été possible, nous l'aurions déjà obtenue. Le bâtiment doit être restitué pour permettre des travaux de rénovation prévus de longue date.

Sur les accusations d'exclusion et de surveillance

La mise en place d'un système de cartes d'accès n'a jamais eu pour but d'exclure, mais de garantir la sécurité et la cohabitation respectueuse dans un lieu collectif saturé.

Les équipes de sécurité présentes sur place n'ont pas été engagées pour « imposer » des départs, mais pour prévenir les tensions et protéger aussi bien les résidents que les bénévoles.

Nous regrettons que ces mesures aient pu être perçues autrement : elles relèvent de la responsabilité et non du rejet.

Reconnaissance du rôle des Cantinières

Nous saluons le rôle des Cantinières, qui ont, depuis l'ouverture, apporté chaleur et soutien à de nombreuses personnes.

Mais nous regrettons profondément que ce communiqué ait été diffusé sans échange préalable. Un simple appel ou message aurait suffi pour partager les informations réelles et éviter de nourrir de faux espoirs parmi les résidents.

Les désaccords peuvent exister, mais ils méritent d'être discutés directement entre alliés de terrain, pas par voie de presse.

Notre responsabilité commune

Fermer un lieu d'accueil est toujours une déchirure. Mais il serait injuste de réduire cette étape à un abandon.

BelRefugees et ses équipes continuent chaque jour à accueillir, orienter, défendre et accompagner des milliers de personnes exilées, souvent dans un contexte d'indifférence politique et de moyens insuffisants.

Nous restons disponibles pour rencontrer les Cantinières et toutes celles et ceux qui souhaitent comprendre le processus en cours et contribuer à trouver des solutions dignes pour chaque personne concernée.

Pour toute demande de contact : communication@belrefugees.be